

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XI LEGISLATURA —

N. 690

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal **Ministro degli affari esteri**

(COLOMBO)

di concerto col **Ministro dell'interno**

(MANCINO)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 12 OTTOBRE 1992

Ratifica ed esecuzione della Convenzione relativa al riconoscimento e all'aggiornamento dei libretti di stato civile, con allegati, fatta a Madrid il 5 settembre 1990

INDICE

Relazione	Pag.	3
Disegno di legge	»	4
Testo della Convenzione	»	5
Traduzione non ufficiale	»	15

ONOREVOLI SENATORI. - Dal 1948, la Commissione internazionale dello stato civile (CIEC), alla quale l'Italia ha aderito nel 1958 e che è attualmente composta da dodici membri (Austria, Belgio, Francia, Germania, Grecia, Italia, Lussemburgo, Paesi Bassi, Portogallo, Spagna, Svizzera e Turchia), svolge l'intensa opera di documentazione legislativa e giurisprudenziale sull'ordinamento dello stato civile nei Paesi membri, fornendo informazioni alle competenti autorità ed elaborando raccomandazioni e progetti di convenzioni tendenti ad armonizzare le disposizioni in vigore.

Il processo d'integrazione europea comporta un'accentuazione della mobilità dei cittadini che stabiliscono la propria residenza, anche temporaneamente, in un Paese straniero, con la necessità di ottenere provvedimenti per i quali sono necessarie certificazioni di stato civile.

La creazione del libretto di stato civile, contenente la menzione degli atti relativi alla nascita, al matrimonio ed al decesso del titolare, rappresenta un momento particolarmente importante per consentire agli ufficiali dello stato civile nei Paesi membri della CIEC una più sicura ed agevole gestione delle posizioni individuali, anche in presenza di variazioni.

La Convenzione, firmata a Madrid il 5 settembre 1990 dai rappresentanti di Francia, Grecia, Italia, Portogallo, Spagna e Turchia, prevede il riconoscimento automatico del valore probatorio delle attestazioni contenute nel libretto rilasciato in un altro Stato contraente e consente l'aggiornamento da parte di un ufficiale di stato civile di un Paese diverso da quello che ha emesso il libretto, senza la necessità di traduzioni e legalizzazioni se il libretto è conforme alle previsioni della Convenzione di Parigi del 12 settembre 1974 sul libretto internazionale di famiglia, di cui alla legge 8 luglio 1977, n. 487, o è basato su di un sistema di codici approvato dalla CIEC.

Onde evitare incertezze e contraffazioni è prevista una procedura comune per la verifica delle date, delle firme, dei sigilli, dei timbri e delle qualifiche degli ufficiali redigenti che risultano dal libretto.

La Convenzione, aperta all'adesione degli Stati membri della Commissione internazionale dello stato civile, delle Comunità europee e del Consiglio d'Europa, non ha durata determinata e potrà essere denunciata da ogni Stato aderente dopo un anno dalla data di entrata in vigore della Convenzione stessa nei suoi confronti.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione relativa al riconoscimento e all'aggiornamento dei libretti di stato civile, con allegati, fatta a Madrid il 5 settembre 1990.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 9 della Convenzione medesima.

Art. 3.

1. I libretti di stato civile previsti dalla Convenzione di cui all'articolo 1 hanno la stessa validità temporale riconosciuta ai certificati anagrafici dall'articolo 33, comma 3, del decreto del Presidente della Repubblica 30 maggio 1989, n. 223.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

CONVENTION RELATIVE À LA RECONNAISSANCE
ET À LA MISE À JOUR DES LIVRETS D'ÉTAT CIVIL

Les Etats signataires de la présente Convention, membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil, désireux de promouvoir et de faciliter la reconnaissance et la mise à jour de leurs livrets d'état civil, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE 1er

1. Au sens de la présente Convention, un livret d'état civil est un document délivré en vertu de la loi, émanant d'un officier de l'état civil et prévu pour contenir les énonciations originaires et les mentions ultérieures des actes de l'état civil concernant la naissance, le mariage et le décès.

2. Les énonciations et mentions d'état civil portées sur ces livrets sont datées et revêtues de la signature et du sceau ou timbre de l'autorité qui les a portées.

ARTICLE 2

Chaque Etat contractant reconnaît, sans légalisation ou formalité équivalente, aux livrets visés à l'article 1er et délivrés dans un autre Etat contractant, la valeur probante qu'il reconnaît aux extraits d'actes de l'état civil délivrés dans ledit Etat.

ARTICLE 3

Lorsque les livrets sont établis selon le modèle annexé à la Convention créant un livret de famille international signée à Paris le 12 septembre 1974 ou qu'ils contiennent les codes appartenant à une codification approuvée par la Commission Internationale de l'Etat Civil, aucune traduction ne peut en être exigée; à défaut, une traduction peut être demandée par l'autorité devant laquelle ils sont produits.

ARTICLE 4

Quand l'officier de l'état civil d'un des Etats contractants dresse un acte de l'état civil, il met à jour, sur la base de cet acte, lorsqu'ils lui sont présentés, les livrets établis par l'officier de l'état civil d'un autre Etat contractant.

ARTICLE 5

1. L'autorité à laquelle est présenté un livret peut en cas de doute portant sur la date, la signature, le sceau, le timbre ou la qualité du signataire, faire procéder aux vérifications nécessaires par l'autorité qui a délivré ou mis à jour le livret.

2. La demande de vérification peut être faite au moyen d'une formule plurilingue dont le modèle est annexé à la présente Convention.

3. Cette formule est envoyée directement soit à l'autorité qui a délivré ou mis à jour le livret à vérifier, soit à l'autorité centrale éventuellement indiquée par l'Etat signataire, et est accompagnée d'une copie de celui-ci ou, si nécessaire, de l'original.

4. La vérification est opérée gratuitement et la réponse peut être renvoyée directement, le cas échéant avec le livret original. Cette réponse est renvoyée le plus rapidement possible.

ARTICLE 6

Pour l'application de la présente Convention, sont assimilés aux ressortissants d'un Etat contractant, les réfugiés et les apatrides dont le statut personnel est régi par la loi de cet Etat.

ARTICLE 7

1. Chaque Etat contractant, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion dressera, s'il y a lieu, la liste des documents qu'il délivre et auxquels s'applique la présente Convention.

2. Toute liste établie postérieurement ou toute modification apportée à une liste sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 8

La présente Convention sera ratifiée, acceptée ou approuvée et les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 9

1. La présente Convention entrera en vigueur le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt du deuxième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A l'égard de l'Etat qui ratifiera, acceptera, approuvera ou adhérera après son entrée en vigueur, la Convention prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui du dépôt par cet Etat de l'instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

ARTICLE 10

Tout Etat membre de la Commission Internationale de l'Etat Civil, des Communautés Européennes ou du Conseil de l'Europe pourra adhérer à la présente Convention. L'instrument d'adhésion sera déposé auprès du Conseil Fédéral Suisse.

ARTICLE 11

Chaque Etat contractant pourra, lors de la signature, de la ratification prévue à l'article 8 ou de l'adhésion, déclarer que ses officiers de l'état civil n'effectueront pas les mises à jour :

- a) non prévues par sa loi interne ou
- b) dont le contenu est contraire à son ordre public.

ARTICLE 12

1. Tout Etat, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion ou à tout moment par la suite, pourra déclarer que la présente Convention s'étendra à l'ensemble des territoires dont il assure les relations sur le plan international, ou à l'un ou plusieurs d'entre eux.

2. Cette déclaration sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et l'extension prendra effet au moment de l'entrée en vigueur de la Convention pour ledit Etat ou, ultérieurement, le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de la notification.

3. Toute déclaration d'extension pourra être retirée par notification adressée au Conseil Fédéral Suisse et la Convention cessera d'être applicable au territoire désigné le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de ladite notification.

ARTICLE 13

1. La présente Convention demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Tout Etat partie à la présente Convention aura toutefois la faculté de la dénoncer à tout moment après l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date de l'entrée en vigueur de la Convention à son égard. La dénonciation sera notifiée au Conseil Fédéral Suisse et prendra effet le premier jour du troisième mois qui suit celui de la réception de cette notification. La Convention restera en vigueur entre les autres Etats.

ARTICLE 14

1. Le Conseil Fédéral Suisse notifiera aux Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et à tout autre Etat ayant adhéré à la présente Convention :

- a) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;
- b) toute date d'entrée en vigueur de la Convention;
- c) toute déclaration concernant l'extension territoriale de la Convention ou son retrait, avec la date à laquelle elle prendra effet;
- d) toute dénonciation de la Convention et la date à laquelle elle prendra effet;

e) les listes des documents auxquels s'applique la Convention et prévues à l'article 7 et toute modification faite en vertu du second paragraphe de cet article.

2. Le Conseil Fédéral Suisse avisera le Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil de toute notification faite en application du paragraphe 1.

3. Dès l'entrée en vigueur de la présente Convention, une copie certifiée conforme sera transmise par le Conseil Fédéral Suisse au Secrétaire Général des Nations Unies aux fins d'enregistrement et de publication, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

En foi de quoi, les soussignés, dument autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Madrid, le 5 septembre 1990, en un seul exemplaire, en langue française, qui sera déposé dans les archives du Conseil Fédéral Suisse, et dont une copie certifiée conforme sera remise, par la voie diplomatique, à chacun des Etats membres de la Commission Internationale de l'Etat Civil et aux Etats adhérents. Une copie certifiée conforme sera également adressée au Secrétaire Général de la Commission Internationale de l'Etat Civil.

(1) Convention relative à la reconnaissance et à la mise à jour
des livrets d'état civil signée à Madrid le 5 septembre 1960

<p>(2) Vérification du livret d'état civil concernant</p> <p>(4) Extrait de l'acte d'état civil <input type="checkbox"/> b</p> <p>(5) Mentions ultérieures à l'extrait de l'acte d'état civil <input type="checkbox"/> b</p> <p>(6) Nature de l'acte d'état civil (mariage, naissance, décès) <input style="width: 150px;" type="text"/> a</p> <p>(7) Numéro de l'extrait <input style="width: 150px;" type="text"/> a</p> <p>(8) Nature de la mention <input style="width: 150px;" type="text"/> a</p>	<p>(3) Nom et prénoms du ou des intéressés <input style="width: 150px;" type="text"/> a</p>
<p>(9) Autorité requérante</p> <p style="text-align: center;">(11) Dénomination et adresse</p>	<p>(10) Autorité requise</p> <p style="text-align: center;">(11) Dénomination et adresse</p>
<p>(12) La date est-elle exacte ? <input type="checkbox"/> b</p> <p>(13) La signature est-elle vraie ? <input type="checkbox"/> b</p> <p>(14) Le signataire avait-il qualité ? <input type="checkbox"/> b</p> <p>(15) Le sceau ou le timbre est-il authentique ? <input type="checkbox"/> b</p> <p>(19) Date, signature, sceau ou timbre</p>	<p>(16) OUI <input type="checkbox"/> b</p> <p>(16) OUI <input type="checkbox"/> b</p> <p>(16) OUI <input type="checkbox"/> b</p> <p>(16) OUI <input type="checkbox"/> b</p> <p>(17) NON <input type="checkbox"/> b</p> <p>(17) NON <input type="checkbox"/> b</p> <p>(17) NON <input type="checkbox"/> b</p> <p>(17) NON <input type="checkbox"/> b</p> <p>(18) Observations</p> <p>(19) Date, signature, sceau ou timbre</p>
<p>(20) a Remplir la case appropriée</p>	<p>(21) b Cocher la case appropriée</p>

(22) La vérification doit être faite gratuitement et le plus rapidement possible ; l'autorité requise renverra le document ci-joint et la présente formule à l'autorité requérante, directement ou par la voie diplomatique.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

(6)

(7)

(8)

(9)

(10)

(11)

(12)

(13)

(14)

(15)

(16)

(17)

(18)

(19)

(20)

(21)

(22)

ANNEXE IDéclarations faites en application de l'article 7 de la Convention:

- Pour le Royaume d'Espagne: La Convention s'appliquera exclusivement au livret de famille ("Libro de Familia") délivré par le Ministère de la Justice espagnol.

- Pour la République du Portugal: Le livret d'état civil individuel ("Cédula pessoal") est le seul livret d'état civil que le Portugal délivre et auquel s'appliquera la présente Convention.

Déclarations faites en application de l'article 11 de la Convention

- Pour la République du Portugal: Le Portugal déclare que ses officiers de l'état civil n'effectueront pas les mises à jour dont le contenu est -- contraire à son ordre public et qu'ils pourront ne pas effectuer les mises à jour non prévues par sa loi interne.

- Pour la République Turque: En application de l'article 11 de la présente Convention le gouvernement de la République de Turquie déclare que ses -- officiers d'Etat Civil n'effectueront pas les mises à jour
 - a) non prévues par sa loi interne
 - b) dont le contenu est contraire à son ordre public.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE SUL RICONOSCIMENTO E L'AGGIORNAMENTO DEI LIBRETTI DI STATO CIVILE

Gli Stati firmatari della presente Convenzione, membri della Commissione Internazionale di Stato Civile, desiderosi di promuovere ed agevolare il riconoscimento e l'aggiornamento dei loro libretti di stato civile, hanno convenuto le seguenti disposizioni:

Articolo 1

1. Ai sensi della presente Convenzione, un libretto di stato civile è un documento rilasciato a norma di legge, emanante da un funzionario di stato civile e concepito per contenere le enunciazioni originarie e successive menzioni negli atti di stato civile concernenti alla nascita, il matrimonio ed il decesso.

Le enunciazioni e menzioni di stato civile riportate in tali libretti sono munite di data e accompagnate dalla firma e dal sigillo o timbro dell'Autorità che le ha riportate.

Articolo 2

Ciascun Stato contraente riconosce, senza alcuna legalizzazione o formalità equivalente, ai libretti di cui all'articolo 1, rilasciati in un altro Stato contraente, il valore probatorio che riconosce agli estratti di atti di stato civile rilasciati in tale Stato.

Articolo 3

Se i libretti sono redatti secondo il modello annesso alla Convenzione istitutiva di un libretto internazionale di famiglia, firmata a Parigi il 12 Settembre 1974, oppure contengono codici estratti da un sistema di codificazione approvato dalla Commissione Internazionale di Stato Civile, nessuna traduzione può esserne richiesta; in caso di necessità, una traduzione può essere richiesta dall'Autorità dinanzi alla quale essi sono esibiti.

Articolo 4

Quando il funzionario di Stato civile di uno degli Stati Contraenti redige un atto di stato civile, egli aggiorna, in

base a tale atto , allorché gli vengono presentati, i libretti redatti dall'ufficiale di stato civile di un altro Stato contraente.

Articolo 5

1. L'autorità alla quale viene presentato un libretto può in caso di dubbio relativo alla data, alla firma, al sigillo, al timbro o alla qualifica del firmatario, far procedere alle verifiche necessarie da parte dell'autorità che ha rilasciato o aggiornato il libretto.

2. La richiesta di verifica può essere effettuata per mezzo di un modulo plurilingue il cui modello è annesso alla presente Convenzione.

3. Questo modulo è inviato direttamente sia all'Autorità che ha rilasciato o aggiornato il libretto da verificare, sia all'Autorità centrale eventualmente indicata dallo Stato firmatario, ed è accompagnato da una copia del libretto, se necessario, dall'originale.

4. La verifica è effettuata gratuitamente e la relativa risultanza può essere rinviata direttamente, se del caso assieme al libretto originale. Tali risultanze saranno rinviate il più rapidamente possibile.

Articolo 6

Ai fini dell'attuazione della presente Convenzione, sono assimilati ai cittadini di uno Stato contraente i rifugiati e gli apolidi il cui status personale è gestito dalle leggi di detto Stato.

Articolo 7

1. Ciascun Stato contraente, all'atto della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione, compilerà, se del caso, l'elenco dei documenti che rilascia e che sono soggetti alla presente Convenzione.

2. Ogni elenco compilato successivamente, oppure ogni modifica apportata ad un elenco sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 8

La presente Convenzione sarà ratificata, accettata o approvata e gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione saranno depositati presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 9

1. La presente Convenzione entrerà in vigore il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito del

secondo strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2. Nei confronti dello Stato che ratificherà, accetterà, approverà o aderirà alla Convenzione dopo la sua entrata in vigore, la Convenzione avrà effetto il primo giorno del terzo mese successivo a quello del deposito da parte di questo Stato dello strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

Articolo 10

Ogni Stato membro della Commissione Internazionale di Stato Civile, delle Comunità Europee o del Consiglio d'Europa potrà aderire alla presente Convenzione. Lo strumento di adesione sarà depositato presso il Consiglio Federale Svizzero.

Articolo 11

Ciascun Stato contraente potrà, all'atto della firma, della ratifica prevista all'articolo 8 o dell'adesione, dichiarare che i suoi funzionari di stato civile non procederanno ad aggiornamenti:

- a) non previsti dalla sua legislazione interna oppure
- b) il cui contenuto è contrario al suo ordine pubblico.

Articolo 12

1. Ogni Stato all'atto della firma, della ratifica, dell'accettazione, dell'approvazione o dell'adesione o in ogni successivo momento, potrà dichiarare che la presente Convenzione si estenderà all'insieme dei territori delle cui relazioni pubbliche detto Stato è incaricato a livello internazionale, oppure ad uno o a più tra di loro.

2. Questa dichiarazione sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e l'estensione avrà effetto all'atto dell'entrata in vigore della Convenzione per detto Stato o, successivamente, il primo giorno del terzo mese successivo a quello in cui è stata ricevuta la notifica.

3. Ogni dichiarazione di estensione potrà essere ritirata mediante notifica indirizzata al Consiglio Federale Svizzero e la Convenzione cesserà di essere applicabile al territorio indicato il primo giorno del terzo mese successivo a quello in cui è stata ricevuta la notifica.

Articolo 13

1. La presente Convenzione rimarrà in vigore senza limiti di durata.

2. Ogni Stato parte alla presente Convenzione avrà tuttavia facoltà di denunciarla in ogni tempo dopo lo scadere di un termine di un anno a decorrere dalla data di entrata in vigore della Convenzione nei suoi confronti. La denuncia sarà notificata al Consiglio Federale Svizzero e avrà effetto il primo giorno del terzo mese successivo a quello in cui tale notifica è stata ricevuta. La Convenzione rimarrà in vigore tra gli altri Stati.

Articolo 14

1. Il Consiglio Federale Svizzero notificherà agli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato civile e ad ogni altro Stato avente aderito alla presente Convenzione:

a) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione;

b) ogni data di entrata in vigore della Convenzione;

c) ogni dichiarazione relativa alla estensione territoriale della Convenzione o ritiro di tale dichiarazione, assieme alla data alla quale essa avrà effetto;

d) ogni denuncia della Convenzione, nonché la data alla quale tale denuncia avrà effetto;

e) gli elenchi dei documenti cui si applica la Convenzione, previsti all'articolo 7, nonché ogni modifica effettuata in virtù del secondo paragrafo di questo articolo.

2. Il Consiglio Federale Svizzero avviserà il Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile di ogni notifica effettuata in attuazione del paragrafo 1.

3. A decorrere dall'entrata in vigore della presente Convenzione, una copia certificata conforme sarà trasmessa dal Consiglio Federale Svizzero al Segretario Generale delle Nazioni Unite ai fini della registrazione e della pubblicazione, in base all'articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

In fede di che, i sottoscritti, a tal fine debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Madrid, il 5 Settembre 1990 in un solo esemplare in lingua francese, depositato negli archivi del Consiglio Federale Svizzero, di cui una copia certificata conforme sarà consegnata per le vie diplomatiche, a ciascuno degli Stati membri della Commissione Internazionale di Stato Civile ed agli Stati aderenti. Una copia certificata conforme sarà altresì indirizzata al Segretario Generale della Commissione Internazionale di Stato Civile.

(1) Convenzione relativa al riconoscimento ed all'aggiornamento dei libretti di stato civile firmata a Madrid il 5 Settembre 1990

(2) Verifica del libretto di stato civile relativo (3) Nome e cognomi del o degli interessati a

(4) Estratto dell'atto di stato civile b

(5) Ulteriori menzioni nell'estratto dell'atto di stato civile b

(6) Natura dell'atto di stato civile (matrimonio, nascita, decesso) a

(7) Numero dell'estratto a

(8) Natura della menzione a

(9) Autorità richiedente

(11) Denominazione e indirizzo

(10) Autorità richiesta

(11) Denominazione e indirizzo

(12) E'esatta la data? b

(16) SI b (17) NO b

(13) E'autentica la firma? b

(16) SI b (17) NO b

(14) Era qualificato il firmatario? b

(16) SI b (17) NO b

(15) Il sigillo o il timbro erano autentici? b

(16) SI b (17) NO b

(19) Data, firma, sigillo o timbro

(18) Osservazioni
(19) Data, firma, sigillo o timbro

(20) a Riempire la casella appropriata

(21) b contrassegnare la casella appropriata

(22) La verifica deve essere effettuata gratuitamente ed il piu' rapidamente possibile: l'autorità richiesta rinverrà il documento allegato ed il presente modulo all'autorità richiedente, direttamente o tramite le vie diplomatiche.

XI LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

(1)

(2)

(3)

(4)

(5)

(6)

(7)

(8)

(9)

(10)

(11)

(12)

(13)

(14)

(15)

(16)

(17)

(18)

(19)

(20)

(21)

(22)

Annesso I**Dichiarazioni rese in attuazione dell'articolo 7 della
Convenzione:**

- Per il Regno di Spagna: La convenzione si applicherà esclusivamente al libretto di famiglia ("Libro de Familia") rilasciato dal Ministero spagnolo della Giustizia.

- Per la Repubblica del Portogallo: Il libretto di stato civile individuale ("Cedui^a pessoal") è l'unico libretto di stato civile rilasciato dal Portogallo ed al quale si applicherà la presente Convenzione.

**Dichiarazioni rese in applicazione dell'articolo 11 della
Convenzione**

- Per la Repubblica del Portogallo: il Portogallo dichiara che i suoi funzionari di stato civile non procederanno ad aggiornamenti aventi contenuto contrario al suo ordine pubblico, e che essi non procederanno agli aggiornamenti non previsti dalla sua legislazione interna.

- Per la Repubblica Turca: In applicazione dell'articolo 11 della presente Convenzione il governo della Repubblica di Turchia dichiara che i suoi funzionari di stato civile non procederanno ad aggiornamenti:

- a) non previsti dalla sua legislazione interna
- b) il cui contenuto è contrario al suo ordine pubblico.